



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

de la zone de défense et de sécurité Sud

Secrétariat général pour l'administration

du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Accord-cadre de fournitures courantes et de services
passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

**Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
relatif à la fourniture et à la livraison de peinture hydrodiluable
pour les ateliers de carrosserie de la Direction de l'équipement et
de la logistique du SGAMI Sud – site de Montpellier**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2024-09-57**

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales.....	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Allotissement.....	5
1.3 – Modalités d'émission de bons de commande.....	5
1.4 – Tranches optionnelles.....	6
1.5 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution – reconduction.....	6
2. Pièces contractuelles.....	6
3. Les intervenants.....	6
4. Conditions générales d'exécution.....	7
4.1 – Clause sociale.....	7
4.2 – Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	7
4.3 – Obligations générales des parties.....	7
4.4 – Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	8
4.5 – Protection de l'environnement.....	8
5. Conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre.....	9
5.1 – Bons de commande.....	9
5.2 – Conditions de livraison.....	10
5.3 – Garantie.....	12
5.4 – Langue.....	12
6. Constatation de l'exécution des prestations.....	12
6.1 – Définition et respect des délais d'exécution.....	12
6.2 – Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.....	12
6.3 – Admission, ajournement, réfaction ou rejet.....	13
6.4 – Suivi d'exécution de la prestation.....	13
6.5 – Dépannage sur site.....	13
7. Prix.....	13
7.1 – Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	13
7.2 – Forme du prix.....	14
7.3 – Modalités de révision des prix.....	14
7.4 – Evolution de gamme.....	15
8. Clause de financement et de sûreté.....	15
8.1 – Retenue de garantie.....	15
8.2 – Avance.....	15
9. Modalités de règlement des comptes.....	16
9.1 – Présentation des demandes de paiement.....	16
9.2 – Règlement par carte d'achat niveau 3.....	16
9.3 – Modalité de paiement.....	17
9.4 – Modification des coordonnées.....	17
10. Pénalités.....	17
10.1 – Pénalités de retard.....	17
10.2 – Autres pénalités spécifiques.....	17

11. Respect de la législation sur le travail et responsabilité.....	17
12. Assurances.....	18
13. Modification-Résiliation de l'accord-cadre.....	18
13.1 – Réexamen de l'accord-cadre.....	18
13.2 – Modification de l'accord-cadre.....	19
13.3 – Modification de la composition du groupement titulaire.....	19
13.4 – Cession de contrat.....	19
13.5 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	20
13.6 – Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
13.7 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
14. Litiges.....	20
14.1 – Règlement amiable des différends.....	20
14.2 – Instance chargée des procédures de recours.....	21
15. Dérogations au CCAG-FCS.....	21

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 – Objet de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de peinture hydrodiluable, ainsi que des ingrédients et des accessoires nécessaires à la fabrication de peinture hydrodiluable, destinés aux véhicules des ateliers de carrosserie de la Direction de l'équipement et de la logistique du SGAMI Sud – site de Montpellier (34).

Les prestations demandées sont détaillées ci-dessous :

1. Préparation et nettoyage :

- a. Matériel de préparation (papier de ponçage) et de protection (scotch et papier de masquage) ;
- b. Préparation produit nettoyant les matériels, nettoyant les surfaces non peintes, produits décontaminant ;
- c. Pré-nettoyants, produits nettoyant les surfaces avant application d'une peinture de finition.

2. Mastics / produits de rebouchage :

Produits pour corriger les imperfections de surface.

3. Primaires :

- a. Primaires surfaceurs :

Produits à appliquer immédiatement avant la peinture de finition pour assurer une bonne cohésion de film, permettre la formation d'un film uniforme et corriger les imperfections mineures de surface.

- b. Primaires divers pour métaux :

Produits tels que primaires d'adhérence, sealers, surfaceurs, apprêts surfaceurs et apprêts mouillés sur mouillé ou sans ponçage.

- c. Peintures primaires réactives :

Produits appliqués directement sur des surfaces métalliques et contenant au moins 0,5 % en poids d'acide phosphorique.

4. Finitions :

Produits pigmentés appliqués en une ou plusieurs couches assurant un film durable et brillant ; les systèmes multicouches comprennent les bases mates et les vernis.

5. Finitions spéciales :

Finitions conférant des propriétés spéciales (vernis anti-rayures), bases mates réfléchissantes, finitions structurées, revêtements antidérapants, revêtements d'étanchéité pour dessous de carrosserie, revêtements résistant aux chocs, revêtements intérieurs, aérosols.

Le titulaire aura à sa charge la mise à disposition du matériel suivant :

- d'un spectromètre ;
- d'une balance ;
- d'un ordinateur et d'une imprimante ;
- d'un mélangeur ;
- d'une armoire de stockage ventilée.

Les ingrédients et accessoires listés dans le BPU ne sont pas exhaustifs.

Le titulaire dispensera également une formation à l'utilisation et à l'entretien quotidien des produits, et assurera l'accompagnement des personnels amenés à utiliser ledit équipement.

Le code de la classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) correspondant à l'objet du marché public est :
44800000 – Peintures, vernis et mastics.

Le lieu d'exécution de l'accord-cadre se situe à l'adresse suivante :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'équipement et de la logistique
Antenne de Montpellier
488, rue de la Vieille Poste
34000 Montpellier

1.2 – Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, l'objet de cet accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3 – Modalités d'émission de bons de commande

L'accord-cadre est une technique d'achat prévue à l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu avec un montant maximum annuel de la part à bons de commande de 80 000 € HT soit 96 000 € TTC. Le pouvoir adjudicateur ne sera pas obligé d'atteindre ou de se rapprocher du maximum de commande.

Cet accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande selon les dispositions des articles R.2162-13 et R. 2162-14 du code susvisé.

Les bons de commande détermineront la quantité des prestations ou des produits demandés.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution sera fixé dans le bon de commande.

1.4 – Tranches optionnelles

Le présent accord-cadre ne comporte pas de tranches.

1.5 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution – reconduction

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois, renouvelable une (1) fois par une tacite reconduction en raison du caractère récurrent des prestations.

Il est conclu pour une première période de douze (12) mois, allant du 20 février 2025 au 19 février 2026. L'accord-cadre n'est reconductible qu'une seule fois pour la durée de douze (12) mois du 20 février 2026 jusqu'au 19 février 2027.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de vingt-quatre (24) mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord-cadre, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de 1 mois avant la date d'échéance. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera versée.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non-reconduction du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande pris séparément, conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

2. Pièces contractuelles

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par acte modificatif ;
- le cahier des clauses particulières et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- l'offre technique.

3. Les intervenants

Maître d'ouvrage	État – Ministère de l'Intérieur
Représentant légal du pouvoir adjudicateur	Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Organisme acheteur	Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud Direction de l'administration générale et des finances Bureau de la commande publique et des achats 299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495 13311 Marseille Cedex 14
Service prescripteur	Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud Direction de l'équipement et de la logistique Antenne de Montpellier 488, rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier

4. Conditions générales d'exécution

4.1 – Clause sociale

L'accord-cadre ne prévoit aucune condition d'exécution liée à une clause sociale.

4.2 – Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent accord-cadre.

À ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter l'accord-cadre ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre ;
- à informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité ;
- à prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ou co-traitants français, ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations par le titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

4.3 – Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre le concernant qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

4.4 – Protection de la main d’œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaire à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

4.5 – Protection de l'environnement

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

Durant toute l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement et de développement durable.

L'accord-cadre impose aux candidats la présentation de produits conformes à toutes les normes en vigueur relatives au respect de l'environnement, notamment la Directive européenne 2004/42/CE qui interdit l'utilisation de produits solvantés, tels que les COV (composants organiques volatiles) dans la composition des peintures et produits de retouches de véhicules.

Le titulaire veillera aussi à sensibiliser son personnel à l'éco-responsabilité mise en œuvre dans le cadre de sa prestation.

Les matières premières utilisées dans la fabrication des peintures à livrer, ainsi que ces dernières, doivent avoir été produites dans des unités de production respectueuses de l'environnement (comportant des dispositifs de traitements des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses...). Elles ne doivent pas avoir d'effet néfaste sur la santé des utilisateurs et doivent être conformes aux réglementations européennes. Le titulaire s'engage dans une démarche de progrès visant à réduire les impacts environnementaux des actions nécessaires à la fourniture des articles du présent accord-cadre et à la collecte et au recyclage des déchets.

Le titulaire doit être en mesure de fournir, à la demande de l'administration, les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur. L'inexécution ou le non-respect de cette clause est un motif de résiliation de l'accord-cadre.

5. Conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre

5.1 – Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les prestations devront être conformes aux attentes du pouvoir adjudicateur. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date du contrat.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la gestion de commande ne serait pas effectuée sur une plateforme de commande, le bon de commande sera transmis par courriel au titulaire qui devra accuser réception par la même voie, ce qui marquera le début de départ du délai de livraison. Les bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur seront notifiés par écrit au titulaire à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- l'identification du service émetteur de la commande ;
- les références de l'accord-cadre ;
- la nature de la prestation (la désignation précise et les quantités des articles commandés) ;
- le lieu de livraison de la commande ;
- le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable) ;
- le numéro de la commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le délai de livraison de la commande ;
- le numéro EJ.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans les délais prévus, rencontre de difficultés particulières liées à l'émission d'un bon de commande, ou fait face à des problèmes techniques, il devra en informer immédiatement l'atelier concerné :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'équipement et de la logistique

488 Rue de la vieille poste

34506 MONTPELLIER

M. Eric PIERRE

Tél. : 04 65 38 61 71

Courriel : sgamisud-del-sla34-magasin@interieur.gouv.fr

En cas de problèmes liés à la gestion de l'accord-cadre, notamment en ce qui concerne le règlement des factures, le titulaire pourra contacter le service suivant :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'équipement et de la logistique

Pôle Achats Zonal

299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495

13311 Marseille Cedex 14

Mme Geneviève COLLIGNON

Tél. : 04 91 21 55 10

Courriel : genevieve.collignon@interieur.gouv.fr

5.2 – Conditions de livraison

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage dans les différents sites concernés par l'accord-cadre.

Les matériels, les documentations, les licences initiales et les évolutions des matériels fournis sont délivrés au nom de l'acheteur.

5.2.1 – Emballage

Le prestataire devra s'assurer que l'emballage garantit le bon acheminement des approvisionnements concernés (polystyrène, carton adapté, etc.).

L'emballage des matériels est à la charge du fournisseur.

Pour emballer ses fournitures, le titulaire est incité à utiliser des matériaux recyclables ou bénéficiant d'un écolabel garantissant le respect de l'environnement.

En toute hypothèse, le titulaire devra reprendre ses emballages après livraison.

5.2.2 – Transport

Le titulaire est responsable du mode de transport des produits dans les conditions fixées à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Pour réaliser la livraison, le prestataire est incité à utiliser des véhicules qui fonctionnent avec des énergies propres.

5.2.3 – Livraison

Les lieux et dates (ou délais) de livraison seront mentionnés dans chaque bon de commande. Ils présentent un caractère objectivement impératif.

Ce délai est fixé à **24 heures maximum**. Le délai plus court proposé par le titulaire dans son offre est accepté et contractuel.

Le délai s'interrompt à la date de livraison des fournitures à la personne publique.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

REMARQUE : les risques inhérents au transport et à la livraison des fournitures commandées sont à la charge exclusive du titulaire.

Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 10 du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire a l'obligation d'assister les services de l'acheteur afin de respecter les délais et les conditions matérielles de livraison des approvisionnements.

Les livraisons devront être effectuées dans tout site de l'acheteur dont l'adresse sera précisée au bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée à l'acheteur.

Les livraisons s'effectuent pendant les jours et heures ouvrables. Les horaires de réception vous seront communiqués ultérieurement.

Les colis doivent être remis au correspondant du site par les livreurs au lieu précis indiqué sur le bon de commande.

Le lieu de livraison programmé est :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'équipement et de la logistique

488 Rue de la vieille poste

34506 MONTPELLIER

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'adapter l'accord-cadre à l'évolution des sites de livraisons.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le nombre et/ou la localisation des sites de livraisons pourront être modifiés, en plus ou moins sans autre formalisme qu'une simple information du pouvoir adjudicateur au titulaire.

Au cours des livraisons dans l'enceinte des sites, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

5.2.4 – Documents à fournir

Pour chaque livraison, le titulaire devra remettre un bon de livraison sur lequel seront indiqués :

- le nom de l'expéditeur ;
- le numéro de la commande ;
- l'adresse de livraison ;
- la date de livraison ;
- le nombre de colis livrés ;

- la désignation et la référence des produits ;
- les quantités livrées ;
- les articles manquant restant à livrer.

5.3 – Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie, sans supplément de prix, dans les conditions définies ci-dessous.

Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

5.4 – Langue

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement, modes d'emploi, notices, ou conditions d'utilisations du matériel doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

6. Constatation de l'exécution des prestations

6.1 – Définition et respect des délais d'exécution

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces de l'accord-cadre sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces de l'accord-cadre et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées dans l'article 10 et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés à l'accord-cadre.

6.2 – Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

Concernant le moment des vérifications, il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Les produits sont considérés comme conformes uniquement s'ils respectent les trois exigences cumulatives suivantes :

1. la peinture proposée doit être **hydrodiluable et de haute qualité** ;
2. le produit doit être conforme au **décret 2006-623 du 29 mai 2006** ;
3. le produit doit répondre aux normes de la **réglementation européenne en vigueur**.

Le titulaire doit être en capacité de fournir, à tout moment, les certificats, fiches techniques ou attestations prouvant la conformité de la peinture aux exigences énoncées.

Si ces trois exigences cumulatives ne sont pas respectées, cela emportera la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

6.3 – Admission, ajournement, réfaction ou rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

6.4 – Suivi d'exécution de la prestation

Chaque année, une évaluation croisée écrite sera réalisée afin d'apprécier la qualité de la prestation et des échanges entre le titulaire et l'administration.

À la suite de cette évaluation, si nécessaire, une réunion entre le titulaire, le service bénéficiaire et le bureau de la commande publique pourra se tenir pour échanger sur les axes de progrès possibles.

6.5 – Dépannage sur site

L'administration déclare toute panne survenue sur un matériel par courriel au titulaire.

La société s'engage à intervenir sur site, et pour tout type de panne, dans un délai de 24 heures.

7. Prix

7.1 – Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans les annexes financières, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'administration, lorsque ces derniers seront plus favorables que la tarification qui lui est habituellement pratiquée.

7.2 – Forme du prix

Les prix sont unitaires et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires des fournitures sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont révisables.

7.3 – Modalités de révision des prix

7.3.1 – Révision des prix

Les prix unitaires des fournitures sont révisables une fois par an à la date anniversaire, à savoir le 20 février 2026, par ajustement par rapport aux tarifs du titulaire des matériels répertoriés dans son catalogue contractualisé en vigueur.

Le titulaire informera le SGAMI Sud par courriel des nouveaux tarifs servant de référence :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'administration générale et des finances

Bureau de la commande publique et des achats

299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495

13311 Marseille Cedex 14

Courriels : sgamisud-dagf-bcpa@interieur.gouv.fr

sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr

en mettant en copie :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'équipement et de la logistique

Pôle Achats Zonal

299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495

13311 Marseille Cedex 14

Mme Geneviève COLLIGNON

Tél. : 04 91 21 55 10

Courriel : genevieve.collignon@interieur.gouv.fr

Le changement de tarifs (ajustement) ne sera pris en compte que si le(s) nouveau(x) document(s) tarifaire(s) de référence a (ont) été dûment notifié(s) à l'acheteur avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. La date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs ne pourra en aucun cas être antérieure à la date de réception du nouveau tarif. La communication de ces nouveaux tarifs s'effectuera par courriel adressé au représentant de l'acheteur qui devra accuser réception par la même voie des nouveaux tarifs au format PDF ou au format compressé « zip » si plusieurs documents PDF). La remise annoncée dans les annexes financières restera inchangée pour toute la durée d'exécution du contrat.

7.3.2 – Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, à la date contractuelle du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport au précédent tarif sur l'année civile.

7.3.3 – Promotion

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'administration.

Dans le cadre d'une promotion générale sur un matériel, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent accord-cadre à bons de commande ou le prix remis, l'acheteur bénéficiera des conditions de la promotion.

Ces conditions promotionnelles, pour leur durée d'application ne remplacent pas le taux de remise sur la durée contractuelle du contrat.

7.4 – Evolution de gamme

Dans le cas où, en cours de marché, le fournisseur ne serait plus en mesure de se procurer la gamme proposée au BPU, une proposition de gamme équivalente voire supérieure en valeur technique, sans changement des conditions financières et avec un délai de livraison identique sera proposée par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra procéder à l'envoi au(x) représentant(s) de l'acheteur d'un courrier en recommandé avec accusé de réception 1 mois avant la mise en place de cette nouvelle gamme, mentionnant :

- les justifications du changement de gamme ;
- les références exactes du ou des nouveaux produits accompagnées des fiches techniques correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter cette proposition d'évolution qui sera alors contractualisée par un acte modificatif.

8. Clause de financement et de sûreté

8.1 – Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

8.2 – Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

NB : le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au Code de la commande publique.

9. Modalités de règlement des comptes

9.1 – Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la commande publique.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG-FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- les éléments d'identification du titulaire (SIRET..) et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture ;
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact de l'accord-cadre concerné ;
- les références du bon de commande émis par l'administration ;
- les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- le code du service exécutant : MI5PLTF013 ;
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant l'accord-cadre initial ;
- le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 11000201100044.

9.2 – Règlement par carte d'achat niveau 3

La carte achat de niveau 3 est un moyen de paiement dématérialisé qui permet au titulaire d'être réglé en quelques jours seulement.

Les candidats sont invités à prendre connaissance de l'annexe 1 relative à l'adhésion à la carte d'achat.

Suite aux possibilités ouvertes par le décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, le ministère de l'Intérieur a conclu un accord-cadre avec un émetteur de carte d'achat : BNP Paribas, en vue de doter en carte d'achat certains de ces agents habilités.

Le pouvoir adjudicateur a souhaité mettre en œuvre l'utilisation de la carte d'achat pour l'exécution de cet accord-cadre, néanmoins, si elle est vivement encouragée, l'utilisation de la carte d'achat n'est pas imposée pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les modalités d'exécution du marché par carte d'achat de niveau 3 sont définies dans l'annexe 2.

Avance et cession :

Les mécanismes de l'avance et de la cession du marché sont incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre par carte achat.

Cession ou nantissement de créances :

L'article 4 du Décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 précise que l'émetteur (BNP PARIBAS) ou son correspondant bancaire paye à l'accepteur toute créance née d'un marché. En conséquence, si le marché fait l'objet d'une cession de créance ou d'un nantissement, il n'est pas possible de prévoir son exécution par carte d'achat.

En cas d'exécution par carte achat, le présent accord-cadre ne pourra être cédé, ni nanti par la suite.

9.3 – Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

9.4 – Modification des coordonnées

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14
Courriel : sgamisud-dagf-bcpa@interieur.gouv.fr

10. Pénalités

10.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50,00 € par jour calendaire de retard et par bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

10.2 – Autres pénalités spécifiques

Sans objet.

11. Respect de la législation sur le travail et responsabilité

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que l'accord-cadre est exécuté dans le strict respect des conventions internationales relatives au droit du travail, notamment en ce qui concerne le travail des enfants. Le titulaire doit, notamment, permettre à la personne publique de se rendre, à tout moment, sur son site d'activité.

Le service coordonnateur doit être en mesure de se faire remettre, par le titulaire, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Le titulaire assume toutes les conséquences pécuniaires directes ou indirectes de la responsabilité qu'il encourt à raison de tous les dommages aux biens et aux personnes, corporelles, matérielles ou immatérielles, causés dans la mise en œuvre des prestations prévues au titre du présent l'accord-cadre.

12. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Si un groupement d'entreprises contracte l'accord-cadre, chaque co-traitant doit souscrire sa propre assurance.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est à noter que la garantie devra être suffisante en ce qui concerne les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il a souscrit une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Cette formalité doit être renouvelée préalablement à chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre.

Le titulaire devra également justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les risques sociaux. Il s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. En cas de non-respect de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre correspondant aux frais et risques du titulaire.

13. Modification-Résiliation de l'accord-cadre

13.1 – Réexamen de l'accord-cadre

À la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire de l'accord-cadre et le représentant du pouvoir adjudicateur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution de l'accord-cadre.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- ajouts ou modifications d'une peinture, d'un ingrédient pour peinture ou d'un accessoire pour la peinture à fournir et à livrer ;

- ajouts de nouveaux sites pour la livraison ;
- prolongation des délais d'exécution ;
- lorsque des circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution de l'accord-cadre.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'un acte modificatif s'ils devaient modifier le contenu initial de l'accord-cadre.

Néanmoins, le contenu de ces modifications ne devra pas changer la nature globale de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée de l'accord-cadre, si les conditions précitées sont remplies.

13.2 – Modification de l'accord-cadre

En cas de modification de la mission décidée par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre fera l'objet d'un acte modificatif.

Dans le cas où la clause de révision des prix ne serait pas adaptée à l'ajout ou à la modification d'une ou plusieurs prestations, une clause de révision des prix spécifique à ces ajouts ou modifications sera intégrée au contrat, par acte modificatif.

13.3 – Modification de la composition du groupement titulaire

La modification de la composition d'un ou plusieurs membres du groupement titulaire s'effectue par voie d'acte modificatif sous réserve que le nouveau membre du groupement dispose des capacités techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du membre substitué conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique.

13.4 – Cession de contrat

Toute cession partielle ou totale du présent accord-cadre, tout changement de cocontractant, ne pourra avoir lieu sans l'accord express et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'interdit donc de céder, même gratuitement, tout ou partie des droits et obligations nés du présent accord-cadre à toute personne physique ou morale sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières requises pour assurer l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Par exception, lorsque, à la suite d'opérations de restructuration, le cessionnaire remet en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, le pouvoir adjudicateur pourra également refuser la cession et remettre en concurrence l'accord-cadre si le cédant n'entend pas en poursuivre l'exécution.

Le cessionnaire sera substitué au cédant pour l'ensemble de la période d'exécution du contrat, y compris pour celle s'écoulant avant la cession. Mais en cas de silence des parties, il faut considérer que la cession n'a pas de portée rétroactive.

À la fin de l'accord-cadre, le titulaire sera dans l'obligation de remettre au pouvoir adjudicateur, lorsque ce dernier lui en fera la demande, la masse salariale du titulaire lors de l'exécution du présent accord-cadre.

13.5 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci conformément aux dispositions du CCAG—FCS (Chapitre 7, Articles 38 à 45).

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Sa décision doit être notifiée conformément à l'article 38 du CCAG—FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

13.6 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions énumérées à l'article 45.1 du CCAG—FCS.

13.7 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire et notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14. Litiges

14.1 – Règlement amiable des différends

Pour tout différend entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable.

Le titulaire ne peut prétendre, y compris devant le tribunal administratif, à aucune demande de rémunération complémentaire ou de prolongation du délai d'exécution de l'accord-cadre pour des différends qui n'ont pas préalablement fait l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de différend concernant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises (article R.2197-23 du Code de la commande publique) ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs au marché (article R.2197-1 du Code de la commande publique).

14.2 – Instance chargée des procédures de recours

En cas d'échec de la procédure amiable, les litiges éventuels sont portés devant le tribunal territorialement compétent (article R.312-11 du Code de justice administrative), celui du lieu d'exécution de l'accord-cadre.

Le candidat peut saisir le tribunal administratif compétent de manière dématérialisée par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet citoyens.telerecours.fr

15. Dérogations au CCAG-FCS

Sauf les dispositions contraires, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent. Le présent article prévoit les dérogations au CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'éventuelle omission d'une dérogation au CCAG-FCS au sein du présent article ne s'oppose pas à l'application de ladite dérogation, dans la mesure où cette dernière figure dans le présent cahier des clauses particulières, qui prévaut sur le CCAG en cas de contradiction, conformément à l'article 2 ci-avant :

Cahier des clauses particulières	CCAG-FCS
Art.1.3 – Modalités d'émission de bons de commande	Art.3.7.2
5.1 – Bons de commande	Art.3.7.2
Art.10 – Pénalités	Art.14.1
Art.13 – Modification-Résiliation de l'accord-cadre	Art.42
Art.15 – Dérogations au CCAG-FCS	Art.1.2